

ASSEMBLÉE NATIONALE

5 juin 2023

ÉLARGIR L'ASSIETTE DE LA TAXE SUR LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES - (N° 1297)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 29

présenté par

Mme Arrighi, M. Ben Cheikh, M. Bayou, Mme Belluco, Mme Chatelain, M. Fournier, Mme Garin, M. Iordanoff, M. Julien-Laferrière, Mme Laernoës, M. Lucas, Mme Pasquini, M. Peytavie, Mme Pochon, M. Raux, Mme Regol, Mme Rousseau, Mme Sas, Mme Sebaihi, M. Taché, Mme Taillé-Polian et M. Thierry

ARTICLE 2

Compléter cet article par les trois alinéas suivants :

« Il expose notamment, par année depuis 2017, le nombre de contrôles sur place et sur pièces réalisés, les emplois d'agents alloués pour la mise en œuvre du contrôle fiscal en la matière, ainsi que, le cas échéant, le nombre de cas de transmissions par l'autorité fiscale à l'autorité judiciaire aux fins de poursuites pénales en application du code de procédure pénale et du livre des procédures fiscales.

« Le rapport fait également état par année des droits et pénalités adressés ainsi que des sommes effectivement recouvrées par le trésor public. Il indique aussi par année les redressements notifiés et mis en œuvre sur les autres impôts et prélèvements obligatoires dus en lien avec les informations obtenues grâce aux déclarations et contrôles opérés dans le cadre de l'article 235 *ter* ZD du code général des impôts.

« Le rapport fait également état des coopérations européennes et internationales mises en œuvre en la matière. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement poursuit un objectif simple : déterminer dans quelle mesure le flat tax que constitue la TTF fait l'objet de contrôles réels et rigoureux en particulier sur son assiette, et l'impact de ce contrôle sur le paiement d'autres prélèvements obligatoires.

Le Gouvernement a récemment communiqué son envie de lutter contre la fraude fiscale. Nous attendons une concrétisation et des ambitions à la hauteur du péril que constitue l'évasion fiscale

massive aussi bien pour nos services publics à travers l'atteinte à nos finances publiques, que pour notre pacte social.

Le groupe écologiste NUPES témoigne ici de sa ferme détermination à soutenir les moyens humains et matériels pour améliorer substantiellement la lutte contre la fraude, nécessité par ailleurs rappelée par le Haut conseil des finances publiques comme contribuant à un retour au sérieux budgétaire.